MAPUTO
La capitale du Mozambique, ancienne colonie portugaise, est une ville portuaire de l'océan Indien.

©Alfredo CALIZ/PANOS-REA

AFRIQUE

Construire une dynamique sociale et durable

En Afrique, 70 % de la population a moins de 30 ans. Dans certaines régions, le ratio peut dépasser les 80 %. C'est une ardente obligation à l'action, à la formation, à la création d'emplois, au partage des responsabilités… Gardons en mémoire que sur les 75 millions des jeunes de la tranche des 18-34 ans au chômage qui sont répertoriés dans le monde, 38 millions sont en Afrique.

Par Loïc Tribot La Spière, délégué général du CEPS, et Mohammed Abbou, conseiller du CEPS

L'Afrique est un territoire de contrastes, avec ses trente millions de km², qui n'arrive que partiellement à assurer la sécurité alimentaire de ses habitants qui représentent, aujourd'hui, 15 % de la population mondiale pour 1,5 % du Pib, 3 % du commerce et des IDE de la planète, et 2,8 % de sa valeur ajoutée.

L'Afrique est fabuleusement dotée de richesses naturelles. On constate, cependant, qu'elle se contente d'exporter des produits primaires non transformés sans réel impact sur son environnement économique et social. La vente de la rente que représentent les hydrocarbures est très faiblement créatrice d'emploi et très tributaire

des aléas extérieurs. En lieu et place d'une véritable économie, elle dispose d'un appareil para-économique, chargé de la distribution de la rente auquel se greffe une activité informelle d'échange indispensable à la survie de la population.

Depuis un quart de siècle, l'Afrique cherche à construire ses souverainetés nationales et à édifier des organes étatiques en mesure de servir l'intérêt général. Elle a expérimenté, sans succès, de nombreuses voies de développement : de la stratégie de substitution aux importations à la révolution verte… Globalement, l'Afrique reste un continent qui manque d'infrastructures.

Au moment où l'économie immatérielle monte en puissance poussée par les technologies de l'information et de la communication et l'économie du savoir, le continent africain s'interroge sur le chemin à prendre pour répondre aux besoins les plus élémentaires de ses populations.

Par ailleurs, l'aide publique au développement a montré aussi toutes ses limites. Souvent captée par le pouvoir central, elle répond à des logiques humanitaires, géostratégiques, de gestion des risques ou de soutien électoral, bien souvent sans lien avec les impératifs du développement économique.

© jasantiso/ISTOCKPHOTO

YAOUNDÉ
Surnommée la « ville aux sept collines », la capitale du Cameroun est peuplée de 3,5 millions d'habitants.

Les conditions préalables au développement

La démographie n'est pas un atout par nature. Elle doit être « qualifiée » pour répondre aux besoins et impératifs du développement économique et social, ce qui impose un effort soutenu en matière d'éducation et de formation et un accompagnement économique. La démographie doit être maîtrisée. L'émigration est bien souvent la résultante d'une forte démographie et d'une absence de réponse économique et sociale crédible.

Très généralement, l'enseignement délivré est très académique et ne répond que partiellement aux attentes du marché de l'emploi. L'organisation et les méthodes d'enseignement doivent subir une refonte pour développer des savoirs analytiques et pratiques débouchant sur de réelles qualifications.

L'activité économique a autant besoin de stabilité juridique et d'équité fiscale que de capitaux. C'est une priorité de mettre en place des cadres juridiques et fiscaux clairs, précis et rigoureux de nature à favoriser les initiatives et à inciter la recherche et la mobilisation des moyens de financement des projets économiques.

La concentration administrative est génératrice de lenteur, d'injustice, et d'inefficacité. Une décentralisation judicieuse peut être source de transparence et de fluidité économique. L'efficacité de la réglementation n'est pas dans sa profusion mais dans son adaptation au terrain.

Par ailleurs, les réussites économiques constatées dans certains États n'ont pas eu d'effet social attendu. Le « ruissellement » n'a pas eu lieu, faute d'aménagement territorial et d'harmonisation réglementaire. Sur le plan continental, les progrès isolés ne peuvent contribuer à la prospérité générale que s'ils s'inscrivent dans une perspective d'intégration. ▸▸▸

Carte valable sur tous les produits Total
Rechargeable, sûre et sécurisée, le cadeau idéal

Offre disponible immédiatement
Plus de renseignements sur total.sn ou sur notre page facebook

ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE EN OUGANDA
En Afrique, l'enseignement délivré est généralement très académique.

© Caro / Trappe /SIPA

Enfin, la question de la sécurité est complexe. À l'instabilité traditionnelle nourrie par les conflits ethniques et linguistiques s'est greffée une insécurité partagée avec le reste du monde, générée par les extrémismes religieux. La réduction des conflits est un engagement permanent. Le développement ne peut être envisagé sans paix et sans cohésion sociale.

Trois défis à relever : démographie, formation, entreprenariat

Relever le défi démographique est une urgence absolue. L'Afrique connaît une croissance démographique sans précédent. Ce phénomène devrait s'accentuer. Selon toute vraisemblance, le continent africain devrait dépasser 1,5 milliard d'habitants en 2030 et atteindre les 4,4 milliards en 2100. Ce phénomène va continuer à modifier en profondeur les espaces de vie. Les villes africaines sont vouées à connaître une croissance exponentielle. À ce rythme, en 2050, les deux tiers de la population africaine vivront en ville avec des conséquences en matière d'alimentation, d'infrastructures, d'emplois. C'est une question cruciale qu'il convient de relever dès à présent. On ne peut en ce sens que militer pour la création, au sein de chaque État africain, d'un département ministériel en charge de la planification et du suivi de ce sujet. Il conviendra en ce sens d'aborder sans tabou la délicate question de la gestion de la natalité, du contrôle des naissances, d'impliquer les femmes dans la gestion de la fécondité (en Afrique subsaharienne seulement 25 % des femmes ont recours à la contraception contre 80 % dans le reste du monde).

La démographie n'est pas un atout par nature. Elle doit être maîtrisée.

Relever le défi de la formation apparaît aussi comme une priorité. On ne peut pas envisager une dynamique de développement réaliste et crédible sans aborder la question de la formation. Il faut repenser non seulement les méthodes mais aussi les matières enseignées. Il faut mettre à l'honneur les compétences techniques et professionnelles, qui ont été négligées au profit des enseignements en sciences sociales et humaines, lettres…

Par ailleurs un effort plus significatif en faveur de la formation continue devrait permettre d'actualiser les compétences non seulement des cadres

BOLLORÉ
TRANSPORT & LOGISTICS

BOLLORÉ TRANSPORT & LOGISTICS SÉNÉGAL

Km 4,5 Boulevard du Centenaire de la Commune de Dakar
B. P. 233 Dakar Sénégal - Tél.+(221) 33 859 33 99
Email: commercial.senegal@bollore.com

bollore-transport-logistics.com

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
UNE SEULE CLÉ PEUT VOUS OUVRIR
PLUSIEURS MARCHÉS

UN SAVOIR-FAIRE LOCAL, UNE EXPERTISE MONDIALE

Grâce à votre chargé d'affaires, saisissez les opportunités de croissance de votre entreprise à l'étranger. Il vous donne accès à notre réseau intégré de 220 centres d'affaires répartis sur 5 continents, aux 3 Hubs régionaux d'experts, et peut s'appuyer sur la connaissance du terrain des 2 000 conseillers à travers le monde.

bicis.sn

BICIS
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

mais aussi des acteurs du secteur informel qui souhaiteraient évoluer et progresser sensiblement. Dans cet effort de formation, il conviendra de penser aussi au secteur de l'enseignement, particulièrement dans le contexte de rupture technologique que nous traversons à l'heure actuelle.

Il est désormais plus important qu'hier de former la jeunesse avec de nouveaux outils sur les vrais enjeux afin d'éviter, digitalisation et intelligence artificielle obligent, de créer un écart trop grand entre l'Afrique et les autres continents. Former pour former n'est pas une fin en soi. C'est en ce sens qu'il faudra donner une place plus significative aux entrepreneurs qui pourraient être associés à l'élaboration des parcours de formation, voire délivrer des enseignements. Beaucoup de projets et d'activités restent à un stade informel. Il faudrait plus de moyens pour les développer. C'est un challenge indispensable à relever.

Les moyens dédiés à l'enseignement supérieur et la recherche scientifique doivent être mutualisés et regroupés dans des pôles d'excellence qui peuvent recevoir sur place le concours des compétences internationales. Aucun État ne peut prétendre relever seul le défi de s'intégrer à la vague des nouvelles technologies et de l'économie immatérielle. Aucun État ne peut prétendre réunir, seul, la masse critique de cadres spécialisés et de chercheurs capables de suivre le rythme actuel des avancées scientifiques et technologiques.

Enfin, relever le défi de l'entreprenariat est une exigence de développement économique et social. Comme le soulignait si justement Mohamed El Yakhlifi[1], l'Afrique sera entreprenante ou ne sera pas. Il serait en effet dangereux de croire que le salariat et la création de postes au sein des administrations puissent résoudre le problème de manière conséquente de l'emploi. Jamais, n'a paru aussi évidente que l'assertion « Aide-toi, le ciel t'aidera ! ».

Il faut mettre à l'honneur les compétences techniques et professionnelles, qui ont été négligées.

L'Afrique ne gagnera la bataille de l'emploi qu'en étant profondément volontariste et en soutenant et en accompagnant sous toutes ses formes l'entrepreneuriat. Cela impose de mettre en place un écosystème vertueux et une administration au service des entrepreneurs avec une simplification des formalités administratives, un cadre fiscal adapté et un soutien au marché public aux entreprises locales…

Il paraît important de souligner et de rappeler que l'histoire économique de ce monde s'inscrit désormais à l'aune du digital et de l'intelligence artificielle… Il est impératif que l'Afrique relève ce défi et s'approprie ces sciences et ces techniques. Il est important de rappeler que cela nécessitera des investissements massifs de formation et de nouveaux comportements. Ce défi ne sera relevé que s'il dépasse le stade de l'appropriation par de simples *startups*. Le grand risque serait d'écrire l'Histoire économique et industrielle de l'Afrique avec les outils de la fin du xxe siècle ! ■

1. Prospective stratégique, n° 46, 3e trimestre 2017, Afrique, que fais-tu de tes talents ?